



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

26 FÉVRIER 2021

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION**tendant à lutter contre les cyberviolences**

(déposée par Mmes Leila AGIC (F), Margaux DE RÉ (F), Marie NAGY (F), Lotte STOOPS (N), Khadija ZAMOURI (N) et M. Fouad AHIDAR (N))

Développements
1. Contexte général

Ces dernières décennies, les technologies de la communication ont évolué à une vitesse sans précédent, l'émergence des réseaux sociaux comme moyen de communication est devenue une partie de notre quotidien. À bien des égards, ces développements technologiques ont notamment permis de renforcer la mise en réseau et l'expression des citoyens à travers le monde.

Internet et les réseaux sociaux peuvent être considérés comme des lieux de libération de la parole des femmes, comme cela a été mis en évidence par l'émergence de mouvements tels que #MeToo, #BalanceTonPorc ou le #streepinhetzand autour du cas de cyberstalking par une personnalité des médias en Flandre.

Internet est malheureusement le lieu où il existe diverses formes de cyberviolences. Sous la terminologie « cyberviolences », nous pouvons entendre toutes les formes de violences existantes sur Internet.

GEWONE ZITTING 2020-2021

26 FEBRUARI 2021

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE**ertoe strekkende het cybergeweld te bestrijden**

(ingediend door mevrouw Leila AGIC (F), mevrouw Margaux DE RE (F), mevrouw Marie NAGY (F), mevrouw Lotte STOOPS (N), mevrouw Khadija ZAMOURI (N) en de heer Fouad AHIDAR (N))

Toelichting
1. Algemene context

In de afgelopen decennia hebben de communicatietechnologieën zich in een ongekend tempo ontwikkeld, waarbij de opkomst van sociale netwerken als communicatiemiddel deel is gaan uitmaken van ons dagelijks leven. In veel opzichten hebben deze technologische ontwikkelingen het netwerken en de meningsuiting van burgers over de hele wereld verbeterd.

Het internet en sociale netwerken kunnen worden gezien als plaatsen waar vrouwen hun stem kunnen laten horen, zoals blijkt uit de opkomst van bewegingen als #MeToo, #BalanceTonPorc of #streepinhetzand rond het geval van cyberstalking door een mediapersoonlijkheid in Vlaanderen.

Het internet is helaas de plaats waar verschillende vormen van cybergeweld bestaan. De term « cybergeweld » verwijst naar alle vormen van geweld die op het internet voorkomen.

Ce terme regroupe les diverses formes de violences suivantes :

- Le sexisme en ligne¹. Il s'agit d'une pratique ayant pour effet de créer une situation intimidante, humiliante, dégradante ou offensante. Il relève du sexisme, affecte le droit à la sécurité et vise à limiter l'occupation de l'espace, dont le cyberspace, par les femmes. À ce titre, il est clairement une extension du harcèlement sexiste et sexuel dans l'espace public.
- Le cyberharcèlement est un acte agressif utilisant différentes formes de communication électronique (réseaux sociaux, smartphone, ordinateur, tablette, chat, sites) pour menacer, insulter de manière intentionnelle et répétitive une victime. Il est accompli par un individu ou un groupe d'individus. Le cyberharcèlement se pratique via les courriers électroniques, les téléphones portables, les réseaux sociaux, les sites de partage de photographies, les messageries instantanées, les forums, les chats, les jeux en ligne, etc.
- Le cybercontrôle dans le couple, qui relève du contrôle par un conjoint violent de l'activité de sa son conjoint.e ou ex-conjointe par l'usage des services numériques, éventuellement à son insu. Le cybercontrôle vise à maintenir l'emprise et la peur et se traduit concrètement par la surveillance, éventuellement à l'insu de la personne, notamment de ses publications, ses déplacements ou ses dépenses.
- Le « revenge porn ». Cette pratique consiste à publier en ligne, envoyer à d'autres utilisateur.rice.s ou encore à harceler ou faire du chantage à la victime au sujet de photos de cette dernière, dénudée. En effet, avec l'émergence des réseaux sociaux et des utilisateur.rice.s ultraconnecté.e.s, sont apparues de nouvelles pratiques telles que notamment les nouvelles techniques de drague consistant à envoyer des « nudes », c'est-à-dire des photos dénudées que les utilisateur.rice.s s'envoient entre eux lorsqu'ils se sentent en confiance avec leur interlocuteur.rice, qui dans la plupart des cas est leur partenaire. Malheureusement, une fois les images envoyées, l'utilisateur.rice n'en a plus aucun contrôle et son interlocuteur.rice est susceptible de pratiquer le « revenge porn ».
- Le « doxxing » est une pratique consistant à rechercher et à divulguer sur l'Internet des informations sur l'identité et la vie privée d'un individu dans le but de lui nuire. Il s'agit d'informations telles que son adresse, son numéro de téléphone ou son numéro de compte bancaire.

1 Rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, « En finir avec l'impunité des violences faites aux femmes en ligne : une urgence pour les victimes. », 16/11/17.

Deze term omvat de volgende vormen van geweld:

- online sexisme¹. Dit is een handelwijze die tot gevolg heeft dat een intimiderende, vernederende, ontrendende of kwetsende situatie wordt gecreëerd. Zij is seksistisch, tast het recht op veiligheid aan en beoogt het gebruik van de ruimte, met inbegrip van de cyberspace, door vrouwen te beperken. Als zodanig is het duidelijk een verlenging van op geslacht gebaseerde en seksuele intimidatie in de openbare ruimte.
- Cyberstalking is agressief gedrag waarbij gebruik wordt gemaakt van verschillende vormen van elektronische communicatie (sociale netwerken, smartphones, computers, tablets, chatrooms, websites) om een slachtoffer opzettelijk en herhaaldelijk te bedreigen en te beledigen. Het wordt uitgevoerd door een individu of een groep individuen. Cyberstalken gebeurt via e-mail, mobiele telefoons, sociale netwerken, sites voor het delen van foto's, instant messaging, fora, chats, onlinespelletjes, enz.
- Cybercontrole in een relatie. Dit verwijst naar de controle door een gewelddadige echtgenoot op de activiteiten van zijn of haar (ex) echtgeno(o)t(e) via het gebruik van digitale diensten, mogelijk zonder dat hij of zij daarvan op de hoogte is. Cybercontrole heeft tot doel de greep en de angst te handhaven en komt concreet tot uiting in controle, eventueel zonder medeweten van de betrokkene, van met name zijn of haar publicaties, verplaatsingen of uitgaven.
- « Revenge porn ». Deze praktijk bestaat erin naaktfoto's van het slachtoffer online te publiceren, naar andere gebruikers te sturen, of het slachtoffer lastig te vallen of te chanteren. Met de opkomst van de sociale netwerken en de zeer geconnecteerde gebruikers zijn immers nieuwe praktijken ontstaan, zoals de nieuwe flirttechnieken die bestaan in het versturen van « nudes », d.w.z. naaktfoto's die de gebruikers elkaar toesturen wanneer zij vertrouwen hebben in hun gesprekspartner, die in de meeste gevallen hun partner is. Helaas heeft de gebruiker, zodra de beelden zijn verzonden, er geen controle meer over en kan de gesprekspartner overgaan tot « revenge porn ».
- « Doxxing » is het zoeken naar en openbaar maken van informatie over iemands identiteit en privéleven op het internet met de bedoeling hem schade te berokkenen. Dit omvat informatie zoals adres, telefoonnummer of bankrekeningnummer.

1 Verslag van de « Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, En finir avec l'impunité des violences faites aux femmes en ligne : une urgence pour les victimes », 16/11/17.

- L' « outing » représente l'ensemble des moyens utilisés afin de divulguer publiquement des informations intimes telles que l'orientation sexuelle, des secrets ou détails embarrassants à propos de la victime.
- Les comptes « fisha » sont des comptes dédiés à la publication de contenus volés tels que des photos intimes ou encore des numéros de téléphone ou adresses de la victime.
- L'usurpation d'identité consiste à créer des comptes « fakes » (faux) visant à se faire passer pour une personne afin de tirer avantage de la situation de celle-ci ou de lui nuire à son insu. Les pratiques observées sur des comptes dits « fakes » peuvent être l'extorsion d'argent aux contacts de la victime ou la publication de contenus mettant celle-ci dans l'embarras.
- La technique du « lance-flammes » consiste à submerger la victime de messages d'insultes ou dénigrants de la part de nombreuses personnes différentes. On peut également parler de lynchage, qui est une pratique similaire où l'élément de harcèlement se situe dans la répétition des messages.
- La technique du « dénigrement » consiste à diffuser des rumeurs, des ragots ou tout autre procédé permettant de nuire à la réputation d'autrui. Cette forme de harcèlement peut notamment se faire sur des pages ou groupes Facebook, des blogs, de sites Internet dits « hate sites », dédiés à la détestation de quelqu'un, mais également sur les réseaux de messagerie tels que notamment Whatsapp ou Snapchat.
- L'envoi de « dick pics » est une pratique où une personne envoie une photo de pénis non sollicitée à son interlocuteur. Cela est notamment une pratique dénoncée sur les messageries éphémères telles que Snapchat, où la photo en question ne sera visible que 10 secondes avant de disparaître.
- Le « stalking » est une forme de harcèlement, menaçant l'intimité et l'intégrité de la victime, et ressentie comme effrayante. Ce harcèlement vise une recherche d'intimité et peut se manifester par une répétition de formes de communication non souhaitées (téléphone, lettres, cadeaux, messageries en ligne), de contacts non désirés (approches directes, filatures, surveillances) ou d'autres comportements associés comme l'intrusion, la coercition, l'agression directe ou indirecte envers la personne ou ses biens.

Le cyberspace a permis une rapidité et une facilitation des communications numériques. Les jeunes y sont particulièrement actifs. En Belgique, on estime que 99 % des jeunes ont accès à Internet, dont 89 % sur un smartphone et 33 % sans aucune surveillance parentale.

- « Outing » is een reeks middelen die worden gebruikt om intieme informatie, zoals seksuele geaardheid, geheimen of gênante details over het slachtoffer publiekelijk bekend te maken.
- « Fisha-accounts » zijn accounts die zijn gewijd aan het publiceren van gestolen inhoud, zoals intieme foto's, telefoonnummers of adressen van het slachtoffer.
- Identiteitsdiefstal is het creëren van « valse » accounts die zich voordoen als een persoon om misbruik te maken van zijn situatie of om hem zonder zijn medeweten schade te berokkenen. De praktijken die op zogenaamde « valse » accounts worden waargenomen, kunnen bestaan in het afpersen van geld van de contacten van het slachtoffer of het publiceren van voor het slachtoffer gênante inhoud.
- De « vlammenwerper-techniek » bestaat erin het slachtoffer te overspoelen met beledigende of denigrerende berichten van veel verschillende mensen. Een ander voorbeeld is lynchen, een soortgelijke praktijk waarbij het element van intimidatie in de herhaling van boodschappen zit.
- De « vernederingstechniek » bestaat in het verspreiden van geruchten, roddels of elke andere werkwijze om de reputatie van anderen te schaden. Deze vorm van intimidatie kan plaatsvinden op Facebookpagina's of -groepen, blogs, zogenaamde « haatsites », bedoeld om iemand te haten, maar ook op messagingnetwerken zoals Whatsapp of Snapchat.
- Het versturen van « dick pics » is een praktijk waarbij een persoon ongevraagd een foto van een penis naar zijn of haar gesprekspartner stuurt. Dit wordt met name aan de kaak gesteld bij efemere boodschappers zoals Snapchat, waar de foto in kwestie slechts 10 seconden zichtbaar is alvorens te verdwijnen.
- « Stalking » is een vorm van intimidatie die een bedreiging vormt voor de privacy en de integriteit van het slachtoffer en als beangstigend wordt ervaren. Bij stalking wordt gezocht naar intimiteit en kan het gaan om herhaalde vormen van ongewenste communicatie (telefoon, brieven, geschenken, online berichten), ongewenst contact (directe toenadering, achtervolging, controle) of andere daarmee gepaard gaande gedragingen zoals binnendringen, dwang, directe of indirecte agressie jegens de persoon of zijn eigendom.

De cyberspace heeft digitale communicatie sneller en gemakkelijker gemaakt. Vooral jongeren zijn er actief in. In België heeft naar schatting 99 % van de jongeren toegang tot het internet, waarvan 89 % op een smartphone en 33 % zonder enig ouderlijk toezicht.

Selon une enquête de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) qui concerne les États de l'Union européenne, 8 % des Belges relatent avoir été victimes de cyberviolences. Il est également observé que la moyenne d'âge est assez jeune puisque cela commence dès 15 ans, ce qui est au-dessus de la moyenne européenne.

L'émergence de nouveaux réseaux sociaux tels qu'Instagram, Snapchat ou TikTok n'a fait qu'amplifier le phénomène auprès des jeunes. Par exemple, l'application TikTok est essentiellement utilisée par des jeunes, on y compte d'ailleurs 1.650.000 de jeunes âgés de huit à quinze ans. En Italie, l'autorité de protection des données a ordonné à TikTok de bloquer son application à tous les utilisateurs dont l'âge ne peut être prouvé. Cela fait suite au décès tragique d'une enfant de 10 ans, après avoir participé au jeu du foulard sur le célèbre réseau social chinois.

Les adolescents et adolescentes sont des cibles vulnérables et donc sujets à des risques de cyberviolences et nous devons mettre en œuvre tout ce qui est en notre pouvoir pour les protéger et les sensibiliser en misant sur l'éducation numérique, incluant notamment le gendermainstreaming et les cyberviolences. En effet, 31 % des jeunes en Belgique sont ou ont été victimes de messages dégradants ou humiliants sur Internet. À la fois, les jeunes garçons comme les jeunes filles sont sujet.te.s aux cyberviolences, aussi bien à l'école qu'en dehors. Les cyberviolences se poursuivent à domicile.

L'éducation au monde digital devient un enjeu majeur dans une société où les nouveaux moyens de communication ont une part importante dans nos vies. Il s'agit d'une solution à long terme.

Il serait opportun d'inclure un volet sensibilisation et information dans l'enseignement dès le plus jeune âge, et ce, dès les cours primaires et notamment via l'Evras. Tous les outils envisageables et pertinents doivent être mobilisés.

D'ailleurs, selon un rapport de l'ONU de 2015², les femmes sont les premières victimes de cyberviolences et 73 % des femmes ont déclaré avoir été victimes de violences en ligne.

Ce postulat a été confirmé par la commission Jeunesse du Conseil des femmes francophones de Belgique, qui a affirmé que 90 % des cibles de cyberviolences sont des femmes et dans 60 % des cas, leur nom est rendu public et leur image est entachée.

À bien des égards, ces agressions dans l'univers numérique s'inscrivent dans le continuum des violences faites aux femmes dans le monde réel, les facilitent et les amplifient.

2 <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2015/9/cyber-violence-report-press-release>

Volgens een enquête van het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA), die betrekking heeft op de lidstaten van de EU, verklaart 8 % van de Belgen het slachtoffer te zijn geweest van cybergeweld. Tevens wordt opgemerkt dat de gemiddelde leeftijd vrij jong is, aangezien dit bij 15 jaar begint, hetgeen boven het Europese gemiddelde ligt.

De opkomst van nieuwe sociale netwerken zoals Instagram, Snapchat of Tiktok heeft dit verschijnsel onder jongeren alleen maar versterkt. Zo wordt de applicatie TikTok vooral gebruikt door jongeren, met 1.650.000 jongeren tussen acht en vijftien jaar. In Italië heeft de gegevensbeschermingsautoriteit TikTok gelast de applicatie te blokkeren voor alle gebruikers wier leeftijd niet kan worden bewezen. Dit volgt op de tragische dood van een 10-jarig meisje nadat zij had deelgenomen aan het sjaalspel op het populaire Chinese sociale netwerk.

Jongeren zijn kwetsbare doelwitten en lopen derhalve het risico slachtoffer te worden van cybergeweld en wij moeten alles in het werk stellen om hen te beschermen en bewust te maken door de nadruk te leggen op digitale opvoeding, met inbegrip van gendermainstreaming en cybergeweld. In België is immers 31 % van de jongeren in België slachtoffer (geweest) van vernederende of ontterende boodschappen op het internet. Zowel jongens als meisjes zijn het slachtoffer van cybergeweld, zowel op school als daarbuiten. Het cyberpesten gaat door in de thuissituatie.

Opvoeding inzake de digitale omgeving wordt een belangrijk thema in een maatschappij waarin nieuwe communicatiemiddelen een belangrijke plaats innemen in ons leven. Dit is een oplossing op lange termijn.

Het zou een goede zaak zijn om in het onderwijs van jongs af aan, te beginnen op de lagere school en met name via « Evras », een bewustmakings- en voorlichtingscomponent op te nemen. Alle mogelijke en relevante instrumenten moeten worden ingezet.

Volgens een VN-verslag uit 2015² zijn vrouwen trouwens de eerste slachtoffers van cybergeweld en heeft 73 % van de vrouwen verklaard slachtoffer te zijn geweest van online geweld.

Dit werd bevestigd door de Jeugdcommissie van de Franstalige Vrouwenraad van België, die verklaarde dat 90 % van de doelwitten van cybergeweld vrouwen zijn en dat in 60 % van de gevallen hun naam openbaar worden gemaakt en hun imago wordt bezoedeld.

In veel opzichten maken deze aanvallen in de digitale wereld deel uit van het continue geweld tegen vrouwen in de echte wereld, waardoor het geweld wordt vergemakkelijkt en versterkt.

2 <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2015/9/cyber-violence-report-press-release>

Les cyberviolences peuvent également être le fruit de la société patriarcale au sein de laquelle elles s'inscrivent.

Les violences faites aux femmes dans l'univers numérique présentent de nombreuses caractéristiques communes aux violences dans le monde physique :

- les femmes en sont les principales victimes et la majorité des agresseurs sont des hommes ;
- les causes sont les mêmes : le sexisme et la domination masculine ;
- à l'exception des violences strictement physiques, toutes les autres formes de violences sont communes : insultes, harcèlement moral et sexuel, menaces, De plus, certaines agressions physiques peuvent même trouver une caisse de résonance dans le cyberspace (ex : publication de vidéos d'agressions sexuelles) ;
- les conséquences sur la santé et la vie sociale et intime des victimes sont également identiques. Les violences en ligne ou hors ligne « entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée. »³.

La prévalence est d'autant plus grande envers les personnes déjà marginalisées comme notamment les travailleuses précaires, les personnes racisées, les personnes issues de la communauté LGBTQIA+ et les personnes en situation de handicap. Effectivement, les personnes qui cumulent plusieurs critères de marginalisation dans la sphère publique ont plus de chances de subir des cyberviolences dans la sphère virtuelle. Les inégalités de la vie réelle se répercutent dans la sphère virtuelle. Nous pouvons aisément observer des phénomènes d'intersectionnalité au sein des cyberviolences.

La manifestation de ces violences se fait dans divers milieux tels que le cercle familial, à l'école et dans l'enseignement, au travail, au sein du couple ainsi que sur les nouvelles plateformes permettant d'échanger avec des inconnus.

D'ailleurs, les plateformes de rencontre telles que Tinder ou Hapn représentent également de lieux où les cyberviolences sont très nombreuses.

3 Définition de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Cybergeweld kan ook een gevolg zijn van de patriarchale samenleving waarin het zich afspeelt.

Geweld tegen vrouwen in de digitale wereld vertoont veel van dezelfde kenmerken als geweld in de echte wereld:

- vrouwen zijn de voornaamste slachtoffers en de meeste geweldplegers zijn mannen ;
- de oorzaken zijn dezelfde: seksisme en mannelijke overheersing ;
- met uitzondering van strikt fysiek geweld komen alle andere vormen van geweld voor: beledigingen, morele en seksuele intimidatie, bedreigingen, enz. Bovendien kunnen sommige fysieke aanvallen zelfs weerklank vinden in cyberspace (bv. publicatie van video's van seksuele aanrandingen) ;
- ook de gevolgen voor de gezondheid en het sociale en intieme leven van de slachtoffers zijn identiek. Online- of offline geweld resulteert in of kan resulteren in lichamelijke, seksuele, psychologische of economische schade of leed voor vrouwen, inclusief dreigingen met dergelijke handelingen, dwang of willekeurige vrijheidsberoving, ongeacht of dit plaatsvindt in het openbare leven of in de privé-sfeer.³

Dit geldt in nog sterkere mate voor mensen die al in een marginale positie verkeren, zoals werknemers in onzekere dienstverbanden, mensen van verschillende afkomst, mensen uit de LGBTQIA+-gemeenschap en mensen met een handicap. Mensen die verschillende criteria van marginalisering in de publieke sfeer opstapelen, lopen inderdaad meer kans het slachtoffer te worden van cybergeweld in de virtuele sfeer. Ongelijkheden in het echte leven worden weerspiegeld in de virtuele sfeer. We kunnen gemakkelijk intersectionele verschijnselen waarnemen binnen cybergeweld.

Dit geweld komt tot uiting in verschillende omgevingen, zoals de familiekring, op school en in het onderwijs, op het werk, binnen het koppel, maar ook op de nieuwe platforms die uitwisseling met vreemden mogelijk maken.

Ook datingplatforms zoals Tinder of Hapn zijn plaatsen waar cybergeweld veel voorkomt.

3 Definitie uit het Verdrag van de Raad van Europa inzake de voorkoming en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld.

Les cyberviolences présentent des spécificités propres. L'anonymat, une plus grande désinhibition, un sentiment d'impunité renforcé, une dissémination difficilement contrôlable des contenus, le fait qu'il n'y a pas de coupure possible et donc peu de répit pour les victimes, la vulnérabilité accrue des jeunes filles en tant que principales utilisatrices de ces nouvelles technologies, la culpabilisation des victimes, la surveillance, le racisme, la grossophobie, les déficits de représentation des femmes dans le monde numérique, l'autocensure des inégalités, le machisme, la misogynie, etc..

D'ailleurs, la distance géographique est abolie par Internet, ce qui permet de toucher une personne à des milliers de kilomètres, renforçant le sentiment d'impunité.

Ce type de pratiques est d'une violence extrême, notamment due à sa force de diffusion, à sa puissance de déflagration, à la vitesse de diffusion et à l'interconnexion des nouvelles technologies.

À cet effet, différentes pistes de solutions peuvent être envisagées pour lutter efficacement contre les cyberviolences.

Il reste important d'accroître le nombre de données disponibles afin de mieux cerner l'ampleur du phénomène au sein de tous les niveaux de pouvoir en Belgique et la collaboration entre les différentes entités est primordiale. Notre Région a un véritable rôle à jouer dans les compétences de lutte contre les violences faites aux femmes notamment.

Par ailleurs, afin de lutter en profondeur contre ces violences, il est primordial de sensibiliser et de mettre en place les outils, destinés aux jeunes et aux moins jeunes, à propos des stéréotypes de genre et des cyberviolences, afin qu'il.elle.s puissent s'épanouir dans le respect des autres.

Le système éducatif pourrait jouer un rôle majeur dans la sensibilisation des dangers des réseaux sociaux dès le plus jeune âge, et notamment via l'EVRAS.

Le travail de sensibilisation et d'information ne doit pas s'arrêter aux victimes, mais doit également viser les témoins, les proches des victimes, les éventuels auteurs, mais aussi les professionnels en première ligne.

Cybergeweld heeft zijn eigen specifieke kenmerken. Anonimiteit, grotere ongeremdheid, een versterkt gevoel van straffeloosheid, een moeilijk te controleren verspreiding van inhoud, het feit dat er geen onderbreking mogelijk is en er dus weinig respijt is voor de slachtoffers, de toegenomen kwetsbaarheid van jonge meisjes als voornaamste gebruikers van deze nieuwe technologieën, de schuldgevoelens van de slachtoffers, toezicht, racisme, fobie voor dikke mensen, een gebrekkige vertegenwoordiging van de vrouw in de digitale wereld, zelfcensuur van ongelijkheden, machismo, vrouwenhaat, enz.

Bovendien wordt de geografische afstand opgeheven door het internet, wat het mogelijk maakt een persoon op duizenden kilometers afstand te bereiken, waardoor het gevoel van straffeloosheid wordt versterkt.

Dit soort praktijken is bijzonder gewelddadig, met name door de verspreidingskracht, het explosieve effect, de snelheid van de verspreiding en de onderlinge koppeling van nieuwe technologieën.

Daartoe kunnen verschillende oplossingen worden overwogen om cybergeweld doeltreffend te bestrijden.

Het blijft van belang het aantal beschikbare gegevens uit te breiden om een beter inzicht te krijgen in de omvang van het verschijnsel bij alle machtsniveaus in België, en samenwerking tussen de verschillende instanties is essentieel. Ons Gewest heeft een echte rol in de bevoegdheden inzake de bestrijding van geweld, met name tegen vrouwen.

Om dit geweld grondig te bestrijden, is het bovendien essentieel te zorgen voor bewustmaking en voor tools voor jonge en minder jonge mensen, over genderstereotypen en cybergeweld, zodat zij zich kunnen ontwikkelen met respect voor anderen.

Het onderwijssysteem zou een belangrijke rol kunnen spelen bij de bewustmaking van de gevaren van sociale netwerken vanaf zeer jonge leeftijd, met name via EVRAS.

Bewustmaking en voorlichting mogen niet beperkt blijven tot de slachtoffers, maar moeten ook gericht zijn op de getuigen, de familieleden van de slachtoffers, de mogelijke daders, maar ook de eerstelijnsprofessionals.

Lors des auditions relatives au « cyberharcèlement au prisme du genre » faites devant le Comité d'avis pour l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes, Olivier Bogaert, commissaire à la Computer Crime Unit de la Police Fédérale, nous a présenté un projet développé par l'université de Mons. Il s'agit de la mise à disposition des élèves d'un outil, une application appelée « Cyber Help » que les élèves sont invités à installer sur leur smartphone. Cette dernière permet de signaler des contenus humiliants, moqueurs ou liés au harcèlement en ligne. Ainsi, si la police doit intervenir et si une procédure judiciaire est lancée, l'avantage d'une telle application est qu'elle procède à une série de captures d'écran des contenus. Ces captures vont être stockées dans un serveur jusqu'à leur utilisation lors d'une procédure judiciaire. Un rapport est ainsi généré par l'application sous forme d'une ligne du temps sur laquelle figurent ces données. Cela permet donc au magistrat d'observer la durée des violences, l'identité de l'auteur, des messages dégradants, ainsi que le numéro de téléphone à l'origine des messages envoyés.

À l'image de l'application présentée ci-avant, il serait essentiel de mettre en place une structure de soutien, qui serait spécialisée dans les questions de cyberviolences aussi bien au niveau de l'information, de l'aide aux victimes ainsi que de l'aide dans la constitution d'un dossier de plainte. Il s'agirait d'un cyberspace sécurisé permettant aux victimes d'échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques, qui démontrerait l'ampleur du phénomène et sa polymorphie, et surtout de trouver des solutions pour le contrer.

D'ailleurs, la création de ce guichet virtuel permettrait aux victimes d'avoir accès à de l'information sur leurs droits et les démarches qui s'ouvrent à elles.eux.

Finalement, malgré le fait que le sujet traité est entièrement virtuel, il est nécessaire de permettre aux victimes de faire appel à une aide dans le monde « réel » et de créer un guichet physique pluridisciplinaire pour ceux.celles qui en ressentent le besoin. Il est primordial que les victimes aient le choix entre le recours à une aide virtuelle et/ou physique.

2. *Objet de la proposition de résolution*

Les cyberviolences peuvent prendre diverses formes, il est essentiel de lutter efficacement contre chacune d'elles et à cet effet, la réalisation des objectifs suivants est demandée au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- la réalisation d'une étude sur le phénomène des cyberviolences au sein de la Région de Bruxelles-Capitale permettant une meilleure appréhension de celui-ci ;
- la sensibilisation et l'information concernant les recours existants auprès des victimes de cyberviolences dans les écoles et dans les espaces publics ;

Tijdens hoorzittingen betreffende “cyberpesten vanuit een genderperspectief” voor het Adviescomité voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen heeft Olivier Bogaert, commissaris bij de Computer Crime Unit van de federale politie, een project voorgesteld dat door de universiteit van Bergen werd ontwikkeld. Het gaat om een tool, een applicatie met de naam "Cyber Help", en aan de leerlingen wordt gevraagd die op hun smartphone te installeren. Met deze applicatie kunnen leerlingen online vernederende, spottende of intimiderende inhoud melden. Indien de politie moet tussenkomen en een gerechtelijke procedure moet worden opgestart, biedt een dergelijke applicatie het voordeel dat zij een reeks screenshots maakt van de inhoud. Deze screenshots zullen op een server opgeslagen worden totdat ze in een gerechtelijke procedure worden gebruikt. Zo wordt door de applicatie een verslag gegenereerd in de vorm van een tijdslijn waarop deze gegevens voorkomen. Zo kan de magistraat de duur van het geweld, de identiteit van de dader, de vernederende boodschappen, alsook het telefoonnummer van waaruit de boodschappen werden verzonden, nagaan.

Net als bij de hierboven voorgestelde toepassing zou het van essentieel belang zijn een ondersteunende structuur op te zetten die gespecialiseerd is in vraagstukken in verband met cybergeweld, zowel op het gebied van de informatie, de hulpverlening aan slachtoffers als begeleiding bij de samenstelling van een klachtendossier. Het zou een beveiligde cyberspace zijn waar slachtoffers hun ervaringen en goede praktijken kunnen uitwisselen, waaruit de omvang van het verschijnsel en zijn polymorfisme zouden blijken, en waar vooral oplossingen zouden kunnen worden gevonden om het tegen te gaan.

Bovendien zou de oprichting van dit virtuele loket slachtoffers toegang geven tot informatie over hun rechten en de stappen die ze kunnen zetten.

Tot slot is het, ondanks het feit dat het om een volledig virtueel onderwerp gaat, noodzakelijk de slachtoffers in staat te stellen in de "echte" wereld hulp te zoeken en een multidisciplinair fysiek loket te creëren voor degenen die daar behoefte aan hebben. Het is van essentieel belang dat slachtoffers de keuze hebben om virtuele en/of fysieke hulp te zoeken.

2. *Voorwerp van het voorstel van resolutie*

Cybergeweld kan verschillende vormen aannemen, het is van essentieel belang om elk van die vormen doeltreffend te bestrijden en met het oog daarop wordt van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de verwezenlijking van de volgende doelstellingen gevraagd ;

- de verwezenlijking van een studie over het fenomeen cybergeweld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om een beter beeld te krijgen van dit fenomeen ;
- de bewustmaking en informatieverstrekking over bestaande wettelijke middelen voor de slachtoffers van cybergeweld in de scholen en de openbare ruimten ;

- le soutien régional aux associations en lien avec la prise en charge des victimes de violences dans les environnements numériques ;
- l'amélioration de l'accueil des victimes par le renforcement de la formation des agents de terrain ;
- il est essentiel de pouvoir se servir d'Internet afin de dénoncer les faits délictueux et de demander de l'aide via un guichet virtuel et/ou une application ainsi que d'un guichet virtuel, mais aussi de permettre la prise en charge au sein d'un guichet physique pluridisciplinaire.

Leila AGIC (F)
Margaux DE RÉ (F)
Marie NAGY (F)
Lotte STOOPS (N)
Khadija ZAMOURI (N)
Fouad AHIDAR (N)

- de gewestelijke steun voor verenigingen in verband met de zorg voor slachtoffers van geweld in digitale omgevingen ;
- de verbetering van de opvang van slachtoffers door een betere opleiding van de veldactoren ;
- het is van essentieel belang dat het internet kan worden gebruikt om strafbare feiten aan te geven en om hulp te vragen via een virtueel loket en/of een applicatie, maar ook om zorg mogelijk te maken binnen een multidisciplinair fysiek loket.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à lutter contre les cyberviolences

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Convention des Nations Unies de décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, entrée en vigueur en 1981, qui invite dans son article 2 les États parties à « adopter des mesures législatives et d'autres mesures appropriées assorties, y compris des sanctions en cas de besoin, interdisant toute discrimination à l'égard des femmes » et à « prendre toutes mesures appropriées pour éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque », et sa nouvelle recommandation générale 35, qui réaffirme l'engagement de l'ONU pour un monde sans violence pour toutes les femmes et les filles et qui reconnaît les nouvelles formes de violences à l'égard des femmes et des filles « telles que les formes contemporaines de violences survenant sur Internet et dans les espaces numériques » ;

Vu la Convention des Nations Unies relative aux droits des enfants (C.I.D.E.) qui garantit le droit de l'enfant à la protection de sa vie privée (art.16) et la protection contre toutes formes d'exploitation ou de violence sexuelle (art.34) ;

Vu l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (C.E.D.H.) garantissant le droit à la vie privée ;

Vu la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique, dite « Convention d'Istanbul » et notamment l'article 3 définissant la notion de « violence à l'égard des femmes » telle qu' « une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination à l'égard des femmes », et désignant tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée » ;

Vu la résolution du 2 juillet 2019 du Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies relative à l'intensification de l'action menée pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles dans les environnements numériques, indiquant notamment que « les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne » ;

Vu le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences sur la question de la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles ;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

ertoe strekkende het cybergeweld te bestrijden

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties van december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, dat in 1981 in werking is getreden en waarin de verdragsluitende Staten in artikel 2 worden opgeroepen om « passende wettelijke en andere maatregelen te treffen, met inbegrip van waar nodig sancties, waarin alle discriminatie van vrouwen wordt verboden » en om « alle passende maatregelen te nemen om discriminatie van vrouwen door personen, organisaties of ondernemingen uit te bannen », alsmede op de nieuwe algemene aanbeveling 35, waarin het streven van de VN naar een wereld zonder geweld voor alle vrouwen en meisjes opnieuw wordt bevestigd en waarin de nieuwe vormen van geweld tegen vrouwen en meisjes worden erkend, « zoals hedendaagse vormen van geweld op het internet en in digitale ruimten ».

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van het kind (IVRK), dat het recht van het kind op privacy (art. 16) en bescherming tegen alle vormen van seksuele uitbuiting of seksueel misbruik (art. 34) waarborgt ;

Gelet op artikel 8 van het Europees Verdrag van de rechten van de mens (EVRM), dat het recht op privacy waarborgt ;

Gelet op het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld, bekend als het " Verdrag van Istanbul ", en met name op artikel 3, waarin het begrip "geweld tegen vrouwen" wordt gedefinieerd als "een schending van de mensenrechten en een vorm van discriminatie van vrouwen en wordt hieronder verstaan alle vormen van gendergerelateerd geweld die leiden of waarschijnlijk zullen leiden tot fysiek, seksueel of psychologisch letsel of leed of economische schade voor vrouwen, met inbegrip van bedreiging met dit soort geweld, dwang of willekeurige vrijheidsberoving, ongeacht of dit in het openbaar of in de privésfeer geschiedt" ;

Gelet op de resolutie van de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties van 2 juli 2019 over het opvoeren van de inspanningen om geweld tegen vrouwen en meisjes uit te bannen: het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en meisjes in digitale omgevingen, waarin onder meer wordt gesteld dat "de rechten die mensen offline genieten, ook online moeten worden beschermd".

Gelet op het verslag van de speciale rapporteur van de Verenigde Naties over geweld tegen vrouwen, de oorzaken en gevolgen ervan, over online geweld tegen vrouwen en meisjes ;

Vu le rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes : « en finir avec l'impunité des violences faites aux femmes en ligne : une urgence pour les victimes » du 16 novembre 2017 ;

Vu l'article 10 de la Constitution de la Belgique garantissant l'égalité des femmes et des hommes ;

Vu l'article 442*bis* du Code pénal réprimant le harcèlement ;

Vu l'article 145 § 3*bis*, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

Vu la loi du 3 août 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public, qui définit explicitement les forums Internet et réseaux sociaux comme des espaces publics ;

Vu la loi du 16 avril 2020 sur le « revenge porn », visant à combattre la diffusion non consensuelle d'images et d'enregistrements à caractère sexuel ;

Vu le décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes ;

Considérant que 31 % des jeunes en Belgique sont ou ont été victimes de messages dégradants ou humiliants sur Internet ;

Considérant que selon un rapport de l'ONU Femmes de 2015, 73 % des femmes ont déclaré avoir été victimes de violences en ligne et 18 % d'entre elles ont été confrontées à une forme grave de violence sur Internet ;

Considérant qu'au sein de l'Union européenne, 9 millions de femmes de plus de 15 ans ont subi une forme de violence sur Internet ;

Considérant que selon un rapport du Lobby européen des Femmes⁴, 70 % des femmes victimes de harcèlement sexiste et sexuel en ligne ont également subi au moins une forme de violence physique et/ou sexuelle de la part d'un partenaire intime ;

Considérant que selon une enquête menée en Grande-Bretagne par Women's Aid⁵, 85 % des femmes accueillies ont subi des violences dans la vie réelle et dans la vie numérique et, parmi elles, 29 % l'ont été via des logiciels de géolocalisation et des surveillances ;

4 https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/hernetherrights_report_2017_for_web.pdf

5 <https://www.womensaid.org.uk/information-support/what-is-domestic-abuse/onlinesafety/>

Gelet op het verslag van de 'Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes' waarin gesteld wordt dat een einde moet worden gemaakt aan de straffeloosheid van online geweld tegen vrouwen: een noodsituatie voor slachtoffers van 16 november 2017 ;

Gelet op artikel 10 van de Belgische Grondwet, dat de gelijkheid van vrouwen en mannen waarborgt ;

Gelet op artikel 442*bis* van het Strafwetboek, dat belaging strafbaar stelt ;

Gelet op artikel 145 § 3*bis*, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ;

Gelet op de wet van 3 augustus 2014 ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte, waarin internetfora en sociale netwerken uitdrukkelijk als openbare ruimten worden aangeduid ;

Gelet op de wet van 16 april 2020 inzake "wraakporno", ter bestrijding van de niet-consensuele verspreiding van seksueel getinte beelden en opnames ;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 mei 2019 ter bestrijding van geweld tegen vrouwen ;

Overwegende dat 31 % van de jongeren in België het slachtoffer is of is geweest van vernederende of ontorende boodschappen op het internet ;

Overwegende dat volgens een rapport van de VN-Vrouwen uit 2015 73 % van de vrouwen verklaarde slachtoffer te zijn geweest van online geweld en 18 % van hen te maken heeft gehad met een ernstige vorm van geweld op het internet ;

Overwegende dat In de Europese Unie hebben 9 miljoen vrouwen ouder dan 15 jaar te maken heeft gehad met een of andere vorm van geweld op het internet ;

Overwegende dat volgens een verslag van de Europese Vrouwenlobby⁴ 70 % van de vrouwen die het slachtoffer zijn van online seksistische en seksuele intimidatie, ook ten minste één vorm van fysiek en/of seksueel geweld van een intieme partner hebben ondervonden ;

Overwegende dat volgens een in Groot-Brittannië door Women's Aid⁵ uitgevoerd onderzoek 85 % van de vrouwen in opvangcentra geweld in het echte leven en in het digitale leven hebben meegemaakt, en 29 % van hen het slachtoffer zijn geworden van software voor geolocatie en bespieding ;

4 https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/hernetherrights_report_2017_for_web.pdf

5 <https://www.womensaid.org.uk/information-support/what-is-domestic-abuse/onlinesafety/>

Considérant qu'il est important d'avoir une action transversale en lien avec les trois axes de la Convention d'Istanbul à savoir les « 3 P : Prévention, Protection, Poursuite » ;

Considérant le rôle que peuvent jouer les technologies numériques dans l'exercice autonome, par les femmes, de tous les droits de la personne, ainsi que dans leur participation pleine, égale et effective à la vie politique, économique, culturelle et sociale et que tout doit être mis en œuvre afin d'assurer la jouissance effective de ces droits ;

Considérant que la violence à l'égard des femmes et des filles dans les environnements numériques peut décourager celles-ci à utiliser ces technologies, les privant ainsi de moyens efficaces de jouir pleinement de leurs droits, et entraîne de facto une sous-représentation et un manque de visibilité de celles-ci ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'engage à faire de la lutte contre tous les types de violences faites aux femmes une priorité ;

Considérant que les cyberviolences sont un phénomène prenant de plus en plus d'ampleur ces dernières années ;

Considérant que les conséquences des cyberviolences peuvent se révéler très graves pour la victime, allant jusqu'au suicide ;

Considérant qu'il est essentiel d'informer, de sensibiliser et d'apporter le soutien nécessaire aux victimes de cyberviolences ;

Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- de mieux appréhender l'ampleur du phénomène chez les Bruxellois.es afin de lutter plus efficacement contre les violences dans l'environnement numérique ;
 - 1° en soutenant une méthode de récolte de données pertinentes pour documenter le phénomène ;
 - 2° en commanditant la réalisation d'une étude sur les violences faites aux femmes et jeunes filles dans l'environnement numérique et l'utilisation des dispositifs légaux existants pour lutter contre ces violences ;
- de développer des campagnes de sensibilisation et d'information, à destination des victimes potentielles ou avérées, des témoins, des victimes, des auteurs et des potentiels auteurs, y compris sur les réseaux sociaux et les plateformes émergentes. Ces campagnes doivent pouvoir se décliner sur les différentes formes de cyberviolences ;

Overwegende dat het van belang is te beschikken over een transversale actie in verband met de drie pijlers van het Verdrag van Istanbul, met name « de preventie, de bescherming en de vervolging » ;

Overwegende de rol die de digitale technologieën kunnen vervullen bij de autonome uitoefening door vrouwen van alle persoonsrechten en bij hun volledige, gelijkwaardige en daadwerkelijke deelneming aan het politieke, economische, culturele en sociale leven, en dat alles in het werk moet worden gesteld om ervoor te zorgen dat deze rechten daadwerkelijk worden geëerbiedigd ;

Overwegende dat het geweld tegen vrouwen en meisjes in de digitale omgevingen hen ervan kan weerhouden deze technologieën te gebruiken, waardoor hun effectieve middelen worden ontnomen om hun rechten ten volle te genieten en waardoor zij de facto ondervertegenwoordigd en onvoldoende zichtbaar zijn ;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de bestrijding van alle vormen van geweld tegen vrouwen tot een prioriteit wil maken ;

Overwegende dat het cybergeweld een verschijnsel is dat de laatste jaren steeds meer voorkomt ;

Overwegende dat de gevolgen van cybergeweld zeer ernstig kunnen zijn voor het slachtoffer, en zelfs tot zelfmoord kunnen leiden ;

Overwegende dat het van essentieel belang is de slachtoffers van cybergeweld voor te lichten, bewust te maken en de nodige steun te verlenen ;

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

- een beter inzicht te krijgen in de omvang van het fenomeen bij de Brusselaars om geweld in de digitale omgeving doeltreffender te kunnen bestrijden ;
 - 1° door een methode te ondersteunen voor het verzamelen van relevante gegevens om het verschijnsel te documenteren ;
 - 2° door een studie te laten verrichten naar geweld tegen vrouwen en meisjes in de digitale omgeving en het gebruik van bestaande wettelijke maatregelen om dit geweld te bestrijden ;
- bewustmakings- en informatiecampagnes te ontwikkelen, gericht op potentiële of feitelijke slachtoffers, getuigen, slachtoffers, daders en potentiële daders, onder meer op sociale netwerken en opkomende platforms. Deze campagnes moeten kunnen worden toegepast op de verschillende vormen van cybergeweld ;

- d’inclure les violences dans les environnements numériques dans les campagnes, outils et formations relatifs à la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- de soutenir le développement de mécanismes efficaces et d’actions menées par des associations en lien avec l’orientation des victimes de violences dans les environnements numériques, ainsi que la création d’outils appropriés ;
- de renforcer le financement des associations de terrain luttant contre les cyberviolences ;
- de prévoir des appels à projets spécifiques sur la question des cyberviolences et de prévoir des soutiens structurels (via un système d’agrément et un financement à plus long terme) aux associations qui luttent contre les cyberviolences et violences en général ;
- de mettre en place un guichet virtuel permettant aux victimes de cyberviolences d’avoir accès aux informations et au soutien nécessaire afin de permettre le dépôt d’une plainte ;
- de soutenir la mise en place d’une application ainsi que d’un guichet virtuel destiné aux victimes de cyberviolences quelles qu’elles soient, leur permettant de signaler leur situation et de constituer un dossier de preuves depuis leur smartphone ;
- de soutenir la mise en place de guichets physiques pluridisciplinaires permettant aux victimes de cyberviolences d’avoir un accès aux informations et au soutien nécessaire afin de permettre le dépôt d’une plainte ;
- d’instaurer un travail avec les centres de planning familial afin de penser à un système efficace de prise en charge, d’aide et de création d’outils appropriés pour les victimes ;
- de sensibiliser les zones de police sur les questions de cyberviolence ;
- de développer un module spécifique aux cyberviolences dans les formations à destination des policier.e.s et des services d’aides aux victimes via BPS et d’étudier la possibilité d’avoir des référent.e.s sur ces violences par zone de police ;
- d’inclure dans la formation cyberviolences la formation du/de la référent.e plaintes dans les commissariats ;
- de mettre en place des incitants destinés aux policier.e.s souhaitant suivre des formations sur les cyberviolences ;
- het geweld in digitale omgevingen op te nemen in de campagnes, de instrumenten en de opleidingen in verband met de bestrijding van geweld tegen vrouwen ;
- de ontwikkeling van doeltreffende mechanismen en acties van verenigingen met betrekking tot de begeleiding van slachtoffers van geweld in digitale omgevingen te ondersteunen alsook het creëren van passende instrumenten ;
- de financiering van verenigingen die actief zijn op het gebied van de bestrijding van cybergeweld te versterken ;
- in specifieke oproepen voor projecten op het gebied van cybergeweld te voorzien en structurele steun te verlenen (via een systeem van accreditatie en financiering op langere termijn) aan verenigingen die strijden tegen cybergeweld en tegen geweld in het algemeen ;
- een virtueel loket op te richten waar slachtoffers van cybergeweld toegang krijgen tot de informatie en de steun die nodig zijn om een klacht in te dienen ;
- de invoering van een applicatie te ondersteunen en een virtueel loket voor slachtoffers van cybergeweld, van welke aard dan ook, waarmee ze hun situatie kunnen melden en een dossier kunnen opbouwen vanaf hun smartphone ;
- het opzetten van multidisciplinaire fysieke loketten te ondersteunen waar slachtoffers van cybergeweld toegang krijgen tot informatie en de nodige steun krijgen om een klacht te kunnen indienen ;
- met de centra voor gezinsplanning samen te werken om na te denken over een efficiënt systeem van zorg, hulp en het creëren van geschikte instrumenten voor de slachtoffers ;
- de politiezones bewust te maken van de problematiek van cybergeweld ;
- een specifieke module over cybergeweld te ontwikkelen in opleidingscursussen voor politieagenten en diensten voor slachtofferhulp via BPV en de mogelijkheid bestuderen om per politiezone aanspreekpunten over dit geweld te hebben ;
- de opleiding in verband met cybergeweld op te nemen in de opleiding van het aanspreekpunt in de commissariaten ;
- stimulansen voor politieambtenaren in te voeren die een opleiding over cybergeweld willen volgen ;

- de prévoir une plus grande collaboration entre les différents niveaux de pouvoir quant aux cyberviolences, notamment via la mise en place d'une plateforme commune, dans le but d'obtenir une meilleure formation, information et coordination des acteurs de proximité : centres d'accueil, police, justice, psychologues, assistants sociaux, centres PMS, etc. ;
- de plaider au sein de la Conférence interministérielle la mise en place de vraies orientations et réflexions globales, inclusives et concrètes sur les cyberviolences ;
- de soutenir les collaborations entre les organismes régionaux qui luttent contre les discriminations et les plateformes sociales;
- de prendre en compte les répercussions possibles en termes de cyberviolences des outils numériques développés et utilisés par la Région, tant pour des utilisations internes aux administrations que pour les outils à destination des citoyens. ;

Demande au Gouvernement fédéral :

- de favoriser l'orientation de la Conférence interministérielle sur les points suivants :
- l'adaptation de la loi genre rendant son utilisation plus accessible, mais aussi d'y inclure une attention particulière sur le cyberharcèlement ;
- de tout mettre en œuvre pour faire connaître toutes les dispositions législatives permettant de lutter contre les cyberviolences, notamment la dernière loi appliquée sur le « revenge porn » ;
- de permettre aux dispositions législatives d'exister pleinement et d'avoir une application concrète et efficace au plus vite, en mettant en place la création de campagnes d'information et de sensibilisation destinées au grand public aussi bien sur le contenu desdites lois que sur leur importance.
- d'allonger le délai de prescription qui est actuellement d'un an concernant le cyberharcèlement (article 442bis du Code pénal) afin de permettre aux victimes de disposer de plus de temps pour porter plainte.

Leila AGIC (F)
 Margaux DE RE (F)
 Marie NAGY (F)
 Lotte STOOPS (N)
 Khadija ZAMOURI (N)
 Fouad AHIDAR (N)

- in meer samenwerking tussen de verschillende bestuursniveaus op het gebied van cybergeweld te voorzien, met name door de oprichting van een gemeenschappelijk platform, met het oog op een vlottere opleiding, informatie en coördinatie van de plaatselijke actoren: opvangcentrum, politie, justitie, psychologen, maatschappelijk werkers, PMS-centra, enz. ;
- binnen de interministeriële conferentie te pleiten voor de uitvoering van echte wereldwijde, inclusieve en concrete oriëntaties en beschouwingen over cybergeweld ;
- de samenwerking tussen regionale antidiscriminatieorganisaties en sociale platforms te ondersteunen;
- met de mogelijke repercussies op het vlak van cybergeweld van de digitale instrumenten die door het Gewest worden ontwikkeld en gebruikt rekening te houden, zowel voor intern gebruik door de administraties als voor instrumenten bestemd voor de burgers. ;

Verzoekt de federale regering:

- de oriëntatie van de interministeriële conferentie op de volgende punten te bevorderen :
- de aanpassing van de genderwet zodat deze toegankelijker wordt voor gebruik, maar ook speciale aandacht voor cyberpesten ;
- alles in het werk stellen om bekendheid te geven aan alle wettelijke bepalingen ter bestrijding van cybergeweld, met inbegrip van de meest recente wet inzake « wraakporno » ;
- de wettelijke bepalingen zo spoedig mogelijk volledig van kracht laten zijn en concreet en doeltreffend toepassen, door voorlichtings- en sensibiliseringscampagnes op te zetten die gericht zijn op het grote publiek en dat informeren over de inhoud van de genoemde wetten en het belang ervan.
- De huidige verjaringstermijn van een jaar voor cyberpesten (artikel 442bis van het Strafwetboek) te verlengen om de slachtoffers meer tijd te geven om een klacht in te dienen